



Aperçu du secteur Rapport du T1 de 2021

Credit unions et caisses populaires de l'Ontario

25 Sheppard Avenue West,
Suite 100
Toronto, ON
M2N 6S6

Telephone: 416 250 7250
Toll free: 1 800 668 0128

25, avenue Sheppard Ouest
Bureau 100
Toronto (Ontario)
M2N 6S6

Téléphone : 416 250 7250
Sans frais : 1 800 668 0128

Remarques

L'Aperçu du secteur est publié tous les trimestres et il fournit des analyses et des commentaires sur l'économie et sur les plus récents résultats financiers publiés par les *credit unions* et les caisses populaires du secteur de l'Ontario.

Dans ce document, sauf indication contraire, les *credit unions* renvoient à la fois aux *credit unions* et aux caisses populaires.

Avis de non-responsabilité

L'information présentée dans ce rapport a été préparée à partir des documents financiers non vérifiés soumis par les *credit unions* à l'ARSF au 22 avril 2021, et en conséquence, l'exactitude et l'exhaustivité ne peuvent être garanties. Les résultats de l'état des revenus sont fondés sur l'ensemble des renseignements annualisés depuis le début de l'année pour chaque *credit union*.

Diffusion électronique

L'Aperçu du secteur est publié en format PDF qui peut être lu à l'aide du programme de visualisation Adobe Acrobat Reader. Vous pouvez télécharger cette publication à partir de la section Publications qui se trouve sur la page des *credit unions* et caisses populaires du site Web de l'ARSF à l'adresse www.fsrao.ca.

Pour nous joindre

www.fsrao.ca/fr/nous-joindre

This document is also available in English.

Table des matières

1. Faits saillants financiers.....	4
A. État des revenus	
B. Bilan	
C. Ratios de capital	
D. Mesures clés et ratios	
2. Tendances financières clés du secteur.....	5
A. Tableau 1 – Certaines tendances de croissance	
B. Tableau 2 – Certaines tendances au chapitre du rendement	
C. Tableau 3 – Coefficient de rendement et rendement de l’actif	
D. Tableau 4 – Croissance des prêts	
E. Tableau 5 – Prêts en souffrance : plus de 30 jours	
F. Tableau 6 – Rendement des prêts	
G. Tableau 7 – Croissance des dépôts	
H. Tableau 8 – Liquidités, emprunts totaux et titrisations	
3. Observations de l’ARSF pour le T1 de 2021.....	7
4. Aperçu économique.....	8
5. Marchés immobiliers et regroupement du secteur.....	10-11
6. Rentabilité et capital.....	11-12
7. Liquidités et coefficient de rendement.....	13
8. Qualité et croissance du crédit.....	14-15
9. États des revenus du secteur.....	16
10. Bilan du secteur.....	17

Faits saillants financiers

	Secteur de l'Ontario		
	T1 de 2021*	T4 de 2020	T1 de 2020
État des revenus (% de l'actif moyen)			
Revenu net d'intérêt	1,94 ¹	1,69	1,61
Frais relatifs aux prêts	0,03 ¹	0,17	0,10
Autres revenus	0,41 ³	0,42	0,44
Frais autres que d'intérêt	1,56 ¹	1,62	1,72
Impôts	0,12 ³	0,05	0,03
Bénéfice net	0,65 ¹	0,27	0,20
Bilan (en milliards de dollars; à la fin du trimestre)			
Actifs	79,1 ¹	78,6	72
Prêts	64,9 ¹	64,2	62,3
Dépôts	62,9 ¹	62,2	56,8
Avoir des sociétaires et capital	5,39 ¹	5,26	4,98
Ratios de capital (%)			
Levier	6,89 ¹	6,77	6,88
Pondéré en fonction des risques	13,83	13,91	13,52
Mesures clés et ratios (% sauf dans les cas précisés)			
Rendement du capital réglementaire	9,46 ¹	3,96	2,89
Ratio de liquidité	16,7 ³	16,9	10,8
Coefficient de rendement (avant dividendes et remises d'intérêt)	65,9 ¹	80,3	85,9
Coefficient de rendement	67,3 ¹	83,5	88,5
Prêts hypothécaires en souffrance > 30 jours	0,33 ¹	0,36	0,49
Prêts commerciaux en souffrance > 30 jours	1,21 ¹	1,41	1,29
Total des prêts en souffrance > 30 jours	0,61 ¹	0,70	0,75
Total des prêts en souffrance > 90 jours	0,37 ³	0,33	0,38
Croissance de l'actif (depuis le dernier trimestre)	0,62 ³	1,12	2,28
Croissance des prêts (depuis le dernier trimestre)	1,07 ¹	0,49	2,06
Croissance des dépôts (depuis le dernier trimestre)	1,16 ³	1,90	1,99
<i>Credit unions</i> (nombre)	62 ²	62	66
Nombre de sociétaires (milliers)	1 730 ³	1 750	1 731
Actif moyen (en millions de dollars, par <i>credit union</i>)	1 276 ¹	1 196	1 091
* Tendances par rapport au trimestre précédent	Amélioration	Neutralité	Dégradation

Tendances financières clés du secteur

Tableau 1 - certaines tendances de croissance

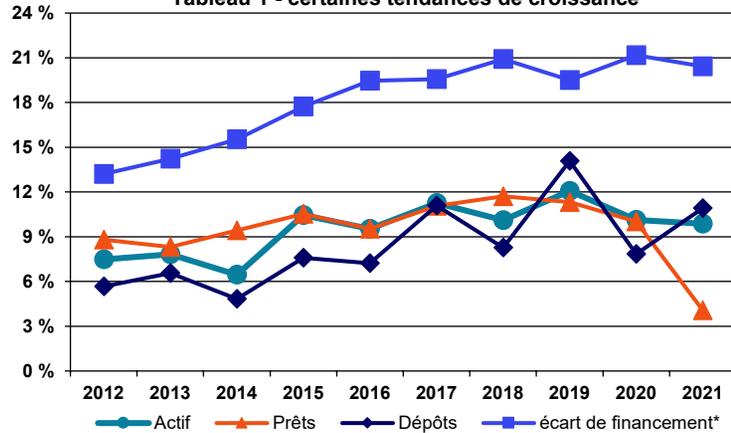


Tableau 2 - certaines tendances au chapitre du rendement

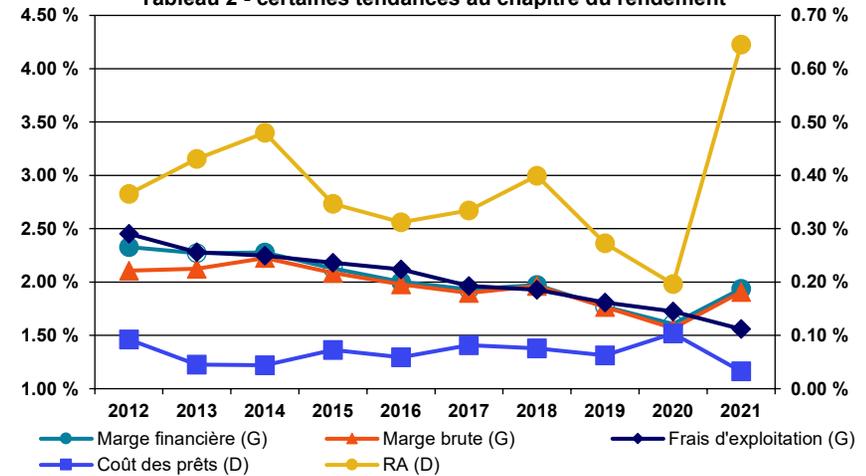


Tableau 3 - coefficient de rendement et rendement de l'actif

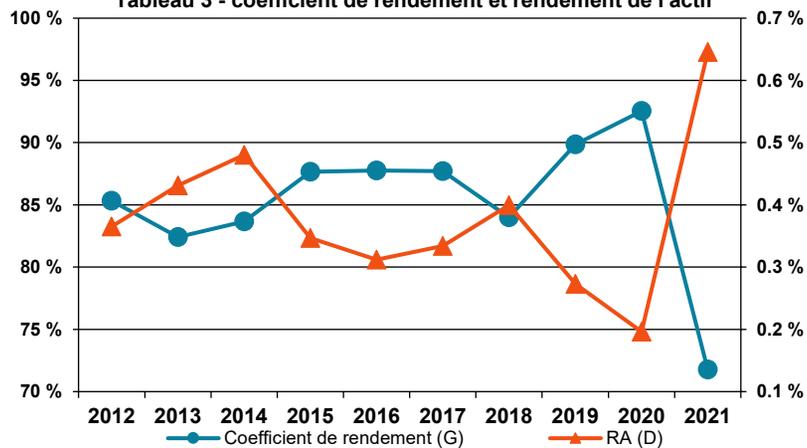
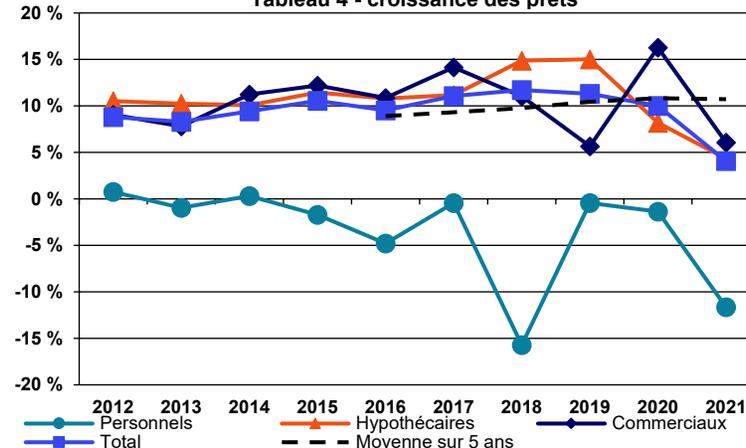


Tableau 4 - croissance des prêts



Tendances financières clés du secteur (suite)

Tableau 5 - prêts en souffrance - plus que 30 jours

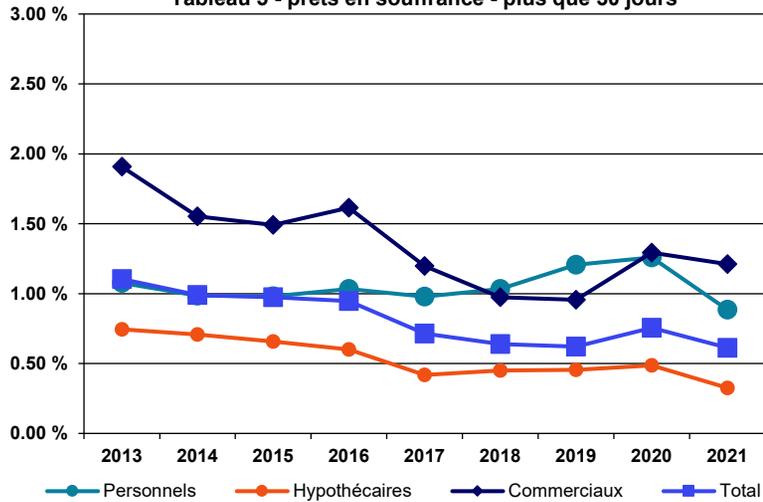


Tableau 6 - rendement des prêts

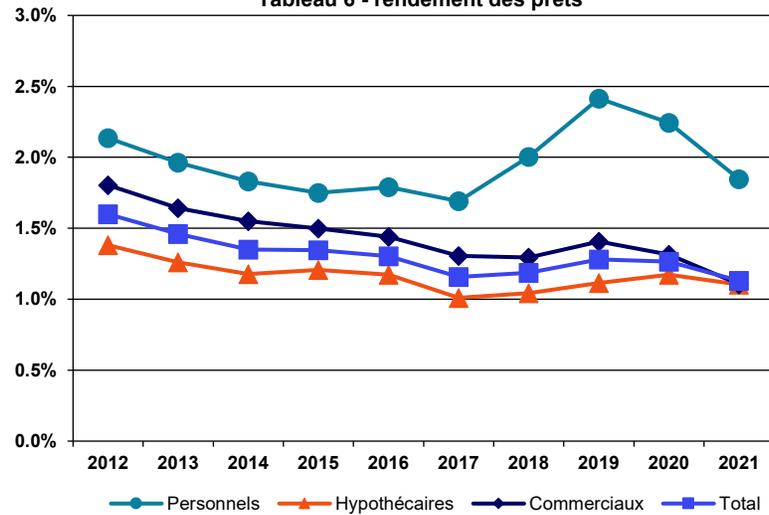


Tableau 7 - croissance annuelle des dépôts

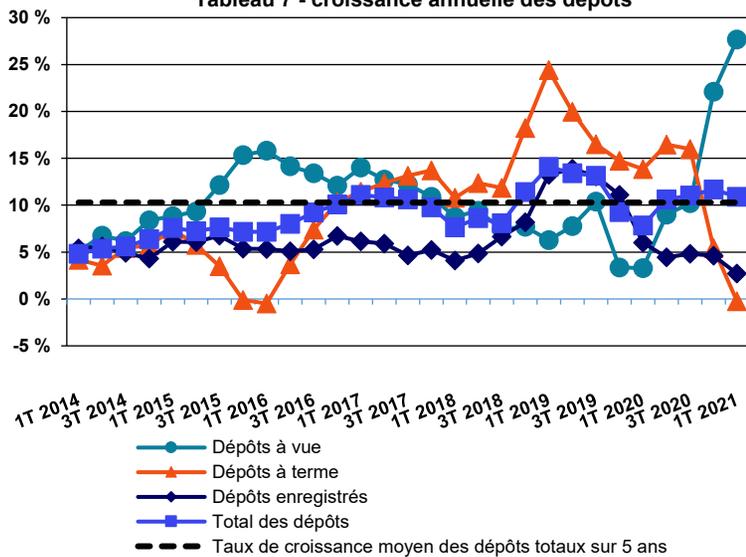
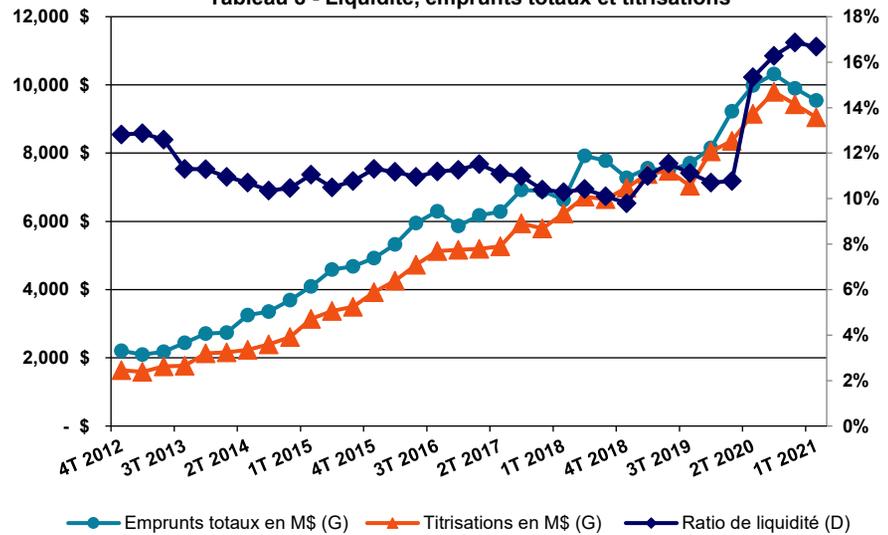


Tableau 8 - Liquidité, emprunts totaux et titrisations



Observations de l'ARSF pour le T1 de 2021

- Le 1^{er} janvier 2021, Central 1 a transféré les dépôts de la réserve de liquidité obligatoire (RLO) dans une structure de placement distincte, ce qui représente un changement important dans la gestion des liquidités pour la plupart des *credit unions* de l'Ontario. Les *credit unions* ont enregistré des gains ponctuels sur les placements en raison de la transition. Ces gains, qui sont inclus dans les revenus d'investissement déclarés (mais non identifiés de manière distincte), contribuent aux résultats du T1 de 2021. Les rapports des prochains trimestres de 2021 seront également influencés par les méthodes de calcul.
- La rentabilité déclarée au T1 de 2021 s'est améliorée de 45 pb en glissement annuel, passant de 20 pb à 65 pb, et de 38 pb en glissement trimestriel, passant de 27 pb à 65 pb. Si l'on exclut les effets de la RLO, la rentabilité continue d'être influencée par les effets de la pandémie de COVID-19 et par les niveaux historiquement bas des taux d'intérêt, mais grâce aux nombreux programmes publics de soutien et à la capacité de certains secteurs à s'adapter à des économies fermées ou limitées, les prêts en souffrance et les pertes sur prêts n'ont pas été aussi graves que prévu.
- L'évolution des reports de prêts en pourcentage du total des prêts est favorable : au 31 mars 2021, le ratio était de 0,54 %, contre 0,77 % au 31 décembre 2020 et 13,8 % au 30 juin 2020.
- Les prêts hypothécaires en souffrance depuis plus de 30 jours (qui représentent 51,2 % des actifs du secteur) se chiffraient à 33 pb, une baisse de 16 pb par rapport à la même période l'an dernier et de 3 pb par rapport au trimestre précédent. Les prêts commerciaux en souffrance (qui représentent 25,1 % des actifs du secteur) se chiffraient à 121 pb, une baisse de 8 pb par rapport à la même période l'an dernier et de 20 pb par rapport au trimestre précédent. Par conséquent, le taux total des prêts en souffrance, à savoir 61 pb, s'est amélioré de 14 pb en glissement annuel (au lieu de 75 pb) et de 9 pb par rapport au T4 de 2020 (au lieu de 70 pb).
- La croissance des actifs, qui se chiffre à 7,1 milliards de dollars (hausse de 9,9 %) par rapport à la même période l'an dernier, traduit surtout l'augmentation de 4,5 milliards de dollars des liquidités et des placements (hausse de 53,3 %), compte tenu de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'activité de prêt : la croissance des prêts a été modeste, à 2,5 milliards de dollars (hausse de 4,1 %), avec pour 1,7 milliard de dollars de prêts hypothécaires résidentiels (hausse de 4,3 %) et pour 1,1 milliard de dollars de prêts commerciaux (hausse de 6,1 %).

- Les liquidités restent élevées, avec une hausse de 590 pb par rapport à l'an dernier pour atteindre 16,7 %, la croissance des actifs liquides ayant dépassé celle des activités de dépôt, d'emprunt et de titrisation.
- La croissance annuelle des bénéfices non répartis (9,2 %) n'a pas suivi celle des actifs (9,9 %). Pour maintenir les exigences minimales en matière de capital et assurer leur croissance future, les *credit unions* continuent de s'appuyer sur les parts de placement (qui ont augmenté de 160 millions de dollars ou de 7,9 % par rapport à l'année précédente), celles-ci demeurant une source importante de capital (2,2 milliards de dollars ou 40,3 % du capital au T1 de 2021, ce qui se compare à 40,4 % au T1 de 2020).

Aperçu économique

À l'issue de sa réunion du 21 avril 2021, la Banque du Canada (la « Banque ») a maintenu son taux cible du financement à un jour à sa valeur plancher de 0,25 %, à savoir un taux inchangé depuis mars 2020. La Banque a poursuivi son programme d'assouplissement quantitatif, mais elle a annoncé qu'à compter de la semaine du 26 avril, elle réduirait d'un milliard de dollars ses achats nets hebdomadaires d'obligations du gouvernement du Canada, pour atteindre une cible de trois milliards de dollars. Cet ajustement du montant, qui s'ajoute d'une semaine à l'autre en vue de stimuler l'économie, est une manifestation de la progression de la reprise économique.

Dans son communiqué, la Banque a déclaré ce qui suit : « La croissance économique mondiale est plus forte que prévu dans le *Rapport sur la politique monétaire* (RPM) de janvier, même si le rythme varie considérablement d'un pays à l'autre. » Après une contraction de 2,5 % en 2020, la Banque prévoit désormais une croissance du PIB mondial d'un peu plus de 6,75 % en 2021, d'environ 4 % en 2022 et de près de 3,5 % en 2023. Aux États-Unis, la reprise a été particulièrement robuste en raison des mesures de relance budgétaire et de la rapide vaccination. La reprise mondiale a fait monter les prix des produits de base, y compris le pétrole, ce qui contribue à la vigueur du dollar canadien.

« Au Canada, la croissance au premier trimestre semble nettement plus forte que la Banque le prévoyait en janvier, les ménages et les entreprises s'étant adaptés à la deuxième vague et aux restrictions connexes. La création de nombreux postes en février et en mars a augmenté l'emploi. Cependant, les nouveaux confinements porteront un autre coup dur et le marché du travail reste difficile pour de nombreux Canadiens, en particulier les travailleurs faiblement rémunérés, les jeunes et les femmes. La progression de la vaccination et

la réouverture de l'économie devraient entraîner au second semestre de l'année un fort rebond de la consommation, qui devrait rester robuste durant la période de projection. La construction et les reventes de logements atteignent des sommets historiques, car les ménages veulent plus d'espace, les taux hypothécaires sont bas et l'offre est limitée. La Banque continuera de surveiller les risques qui pourraient être associés à la hausse rapide des prix des logements. En même temps, la forte croissance de la demande étrangère et les prix plus élevés des produits de base devraient donner lieu à une reprise robuste des exportations et des investissements des entreprises. Les mesures de relance budgétaire supplémentaires adoptées par les gouvernements fédéral et provinciaux contribueront considérablement à la croissance. La Banque prévoit maintenant une croissance du PIB réel de 6,5 % en 2021, qui ralentira ensuite pour avoisiner 3,75 % en 2022 et 3,25 % en 2023.

« La Banque a revu à la hausse son estimation de la production potentielle à la lumière de la plus grande résilience de l'économie à la pandémie et de l'accélération de la numérisation. Le virus et les confinements ont touché de manière très différente les divers secteurs, entreprises et groupes de travailleurs, ce qui laisse planer un degré inhabituel d'incertitude sur la marge de capacités excédentaires au sein de l'économie et sur le temps qu'il faudra pour qu'elle se résorbe. Pour évaluer l'évolution des capacités excédentaires, la Banque examinera une multitude d'indicateurs, notamment diverses mesures des conditions sur le marché du travail.

« Au cours des prochains mois, l'inflation devrait monter temporairement autour de la limite supérieure de la fourchette de maîtrise de l'inflation, qui va de 1 à 3 %. Cette hausse s'explique en grande partie par les effets de glissement annuel : l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) sur un an est plus élevée parce que les prix de certains biens et services ont subi une chute marquée au début de la pandémie. De plus, l'augmentation des prix du pétrole depuis décembre a fait grimper les prix de l'essence au-dessus de leurs niveaux d'avant la pandémie. La Banque s'attend à ce que l'inflation mesurée par l'IPC revienne peu à peu vers 2 % durant la deuxième moitié de 2021, à mesure que ces effets de glissement annuel diminueront, et à ce que l'inflation baisse encore plus en raison de l'effet modérateur que continueront d'exercer les capacités excédentaires. Lorsque ces capacités se résorberont, l'inflation devrait retourner à 2 % de manière durable au cours de la deuxième moitié de 2022.

« Même si les perspectives économiques s'améliorent, le Conseil de direction juge qu'une marge de capacités excédentaires considérable subsiste et que la reprise doit continuer d'être appuyée par des mesures de politique monétaire exceptionnelles. Nous restons déterminés à maintenir le taux directeur à sa valeur plancher jusqu'à ce que les capacités excédentaires dans l'économie se résorbent, de sorte que la cible d'inflation de 2 % soit atteinte de manière durable. Selon la plus récente projection de la Banque, cela devrait se produire au cours de la deuxième moitié de 2022. La Banque poursuit son programme d'assouplissement quantitatif afin de renforcer cet engagement et de garder les taux d'intérêt bas sur toute la courbe de rendement. Les décisions au sujet de tout autre ajustement du rythme des achats nets seront guidées par l'évaluation en continu que fait le Conseil de direction de la robustesse et de

la durabilité de la reprise. Nous continuerons de procurer le niveau de détente monétaire nécessaire pour soutenir la reprise et atteindre l'objectif d'inflation. »

Le 12 mars 2021, Statistique Canada a indiqué que les ménages canadiens détenaient un montant record de dette hypothécaire pour le deuxième trimestre consécutif, dans un contexte de faibles taux d'intérêt et de prix élevés des logements. La dette des ménages en proportion du revenu a augmenté pour passer de 170,8 % à 175,0 % (pourcentage redressé) au quatrième trimestre 2020. L'organisme a indiqué que la dette des ménages a connu une hausse modeste, alors que leur revenu disponible est en légère baisse.

Marchés du logement

Le Toronto Real Estate Board (TREB) indique que 13 663 logements ont été vendus en avril 2021 et un nouveau record de ventes a été établi en avril de toute année. Ce nombre était plus de quatre fois supérieur aux 2 957 ventes effectuées en avril 2020, le premier mois complet de la pandémie. Le TREB note que les ventes d'avril ont dévié des tendances saisonnières normales, puisqu'elles ont diminué de 12,7 % par rapport à mars 2021, mais qu'elles ont été de 36,6 % plus élevées que la moyenne décennale du mois, qui est de 10 000 ventes. En avril, les nouvelles inscriptions ont suivi une tendance similaire – une baisse de 8,4 % par rapport à mars 2021, mais une hausse de 18,3 % par rapport à la moyenne décennale du mois. Le prix de vente moyen s'est élevé à 1,1 million de dollars, contre 903 000 \$ en mars 2021 (hausse de 21,8 %) et 820 000 \$ en avril 2020 (hausse de 33,0 %).

Le TREB a préparé l'évaluation suivante : « Malgré un léger ralentissement de l'activité du marché en avril par rapport à mars, les prix de vente de l'ensemble des types majeurs de logements sont restés très élevés. Le faible coût de l'emprunt pendant la pandémie de COVID-19 a visiblement influencé la demande de logements en propriété ainsi que leurs prix. Même s'il est possible que le rythme de la croissance des prix s'atténue au cours des prochains mois, les prix des logements devraient poursuivre leur tendance à la hausse. Une croissance démographique renouvelée au cours de l'année prochaine, associée à une pénurie persistante de nouveaux logements, sous-tendra les hausses de prix. » [Traduction]

Regroupement au sein du secteur

Au T1 de 2021, il y avait 62 institutions, autant qu'au T4 de 2020, alors qu'il y en avait 66 au T1 de 2020. L'actif moyen par institution est passé à 1,3 milliard de dollars (une hausse de 185 millions de dollars ou 17,0 %), ce qui traduit l'impact des fusions ou des regroupements.

Rentabilité

Comparaison entre le T1 de 2021 et le T1 de 2020

Comme le montrent les tableaux 2 et 3, le rendement de l'actif moyen du secteur est passé de 20 pb au trimestre précédent à 65 pb (une hausse de 45 pb), conséquence des premiers effets de la pandémie. Au T1 de 2021, la baisse de 46 pb des intérêts débiteurs sur les dépôts (à 94 pb), l'augmentation de 31 pb des revenus de placement (à 40 pb, ce qui inclut les effets de la RLO évoqués dans les observations de l'ARSF à la page 7), la baisse de 16 pb des frais autres que ceux d'intérêts (à 1,56 %) et la baisse de 7 pb des coûts des prêts (à 3 pb) ont plus que compensé la baisse de 48 pb des intérêts sur les prêts (à 2,81 %) et la hausse de 9 pb des impôts (à 12 pb).

Au sein du secteur, cinq institutions sur 62 ont affiché un rendement négatif sur les actifs. L'ARSF surveille étroitement les *credit unions* qui ne sont pas rentables, détermine les principales difficultés auxquelles elles font face et collabore avec elles afin d'élaborer des stratégies visant à rétablir la rentabilité.

Comparaison entre le secteur de l'Ontario et le secteur du Canada au T4 de 2020*

La rentabilité du secteur de l'Ontario de l'ordre de 27 pb a été inférieure de 3 pb à celle du secteur du Canada (30 pb).

Capital

Comparaison entre le T1 de 2021 et le T1 de 2020

Le capital du secteur a grimpé pour atteindre 5,4 milliards de dollars (soit une hausse de 408 millions de dollars ou de 8,2 %) depuis le même trimestre l'an dernier et se compose des éléments suivants :

- bénéfices non répartis de 3,2 milliards de dollars (hausse de 270 millions de dollars, soit de 9,2 %);
- placements et parts de ristourne de 2,2 milliards de dollars (augmentation de 160 millions de dollars ou de 7,9 %);
- parts sociales inchangées de 64 millions de dollars.

En pourcentage des actifs pondérés en fonction du risque, le capital du secteur s'est établi à 13,83 % (hausse de 31 pb depuis le même trimestre l'an dernier), l'accroissement du capital étant supérieur aux actifs pondérés en fonction du risque. Le levier s'est établi à 6,89 %, une hausse de 1 pb depuis le même trimestre l'an dernier.

* Rapport le plus récent de l'Association canadienne des coopératives financières qui comprend le secteur de l'Ontario

Comparaison entre le T1 de 2021 et le T4 de 2020

Le capital du secteur s'est accru de 126 millions de dollars (hausse de 2,4 % par rapport à 5,3 milliards de dollars au dernier trimestre), surtout grâce à l'émission de parts de placement de 20 millions de dollars (hausse de 0,9 % par rapport à 2,2 milliards de dollars), à une augmentation des bénéfices non répartis de 79 millions de dollars (hausse de 2,5 % par rapport à 3,0 milliards de dollars) et à une augmentation des parts sociales de 1 million de dollars (0,2 % par rapport à 63 millions de dollars).

Le capital du secteur comme pourcentage des actifs pondérés en fonction du risque a diminué de 8 pb (13,91 % au trimestre précédent). Le levier a augmenté de 12 pb (6,77 %).

Liquidités (y compris la titrisation)

Comparaison entre le T1 de 2021 et le T1 de 2020

Comme le montrent les tableaux 7 et 8, les dépôts du secteur ont augmenté de 6,2 milliards de dollars ou 10,9 %, pour atteindre 62,9 milliards de dollars, la titrisation a progressé de 0,7 million de dollars ou 8,2 %, pour atteindre 9,0 milliards de dollars et les emprunts ont diminué de 0,4 milliard de dollars ou 42,7 %, pour s'établir à 0,5 milliard de dollars, soit une augmentation nette de 6,5 milliards de dollars ou de 9,9 % pour atteindre 72,5 milliards de dollars, par rapport à l'année dernière. Les actifs liquides ont augmenté de 4,9 milliards de dollars (hausse de 69,1 % pour s'établir à 12,1 milliards de dollars), faisant passer la liquidité de 10,8 % à 16,7 % depuis le T1 de 2020, ce qui représente une hausse de 590 pb.

Au T1 de 2021, 23 institutions (21 *credit unions* et 2 caisses populaires) affichant un actif total combiné de 71,6 milliards de dollars (90,5 % des actifs du secteur) participaient à des programmes de titrisation.

Comparaison entre le T1 de 2021 et le T4 de 2020

Comparativement au dernier trimestre, les dépôts du secteur ont augmenté de 720 millions de dollars (hausse de 1,2 % par rapport à 62,2 milliards de dollars), la titrisation a diminué de 352 millions de dollars (baisse de 3,7 % par rapport à 9,4 milliards de dollars) et les emprunts ont diminué de 6 millions de dollars (baisse de 1,2 % par rapport à 503 millions de dollars), ce qui représente une augmentation nette de 362 millions de dollars (hausse de 0,5 % par rapport à 72,1 milliards de dollars). Cependant, les actifs liquides ont diminué de 63 millions de dollars (baisse de 0,5 % par rapport à 12,2 milliards de dollars), soit une baisse de 20 pb en liquidités (par rapport à 16,9 %).

Coefficient de rendement (avant dividendes et remises d'intérêt)

Comparaison entre le T1 de 2021 et le T1 de 2020

Comme l'indique le tableau 3, le coefficient de rendement du secteur s'est amélioré pour atteindre 65,9 % (baisse de 20 % par rapport à 85,9 %) relativement au même trimestre l'an dernier.

Comparaison entre le T1 de 2021 et le T4 de 2020

Comparativement au dernier trimestre, le coefficient de rendement du secteur s'est amélioré de 14,4 points de pourcentage (par rapport à 80,3 %).

Comparaison entre les secteurs de l'Ontario et du Canada au T4 de 2020

Bien que les frais autres que d'intérêt du secteur de l'Ontario, en pourcentage de l'actif moyen, aient connu une hausse de 14 pb par rapport au secteur du Canada (1,62 % contre 1,76 %), le coefficient de rendement a été pire que celui du secteur du Canada (80,3 % contre 74,1 %, soit 620 pb). L'écart s'est accru par rapport au T4 de 2019, alors qu'il se chiffrait à 340 pb (78,4 % pour le secteur de l'Ontario et 75,0 % pour le secteur du Canada).

Qualité du crédit (prêts en souffrance depuis plus de 30 jours)

Comparaison entre le T1 de 2021 et le T1 de 2020

Comme l'indique le tableau 5, le pourcentage total des prêts en souffrance a diminué de 14 pb pour s'établir à 61 pb, comparativement à 75 pb au même trimestre l'an dernier. Le pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels en souffrance a diminué de 16 pb pour s'établir à 33 pb par rapport à 49 pb, et le pourcentage des prêts commerciaux en souffrance a diminué de 8 pb pour s'établir à 121 pb par rapport à 129 pb.

Comparaison entre le T1 de 2021 et le T4 de 2020

Comparativement au dernier trimestre, le pourcentage total des prêts en souffrance, qui s'établissait à 70 pb, a diminué de 9 pb sous l'effet de la diminution des prêts hypothécaires résidentiels en souffrance de 3 pb (contre 36 pb) et d'une diminution des prêts commerciaux en souffrance de 20 pb (contre 141 pb).

Croissance

Comparaison entre le T1 de 2021 et le T1 de 2020

Comparativement à l'année dernière, l'actif total du secteur s'est accru de 7,1 milliards de dollars, ou 9,9 %, pour atteindre 79,1 milliards de dollars. Cette hausse traduit la croissance des prêts hypothécaires résidentiels de 1,7 milliard de dollars, soit 4,3 %, pour s'élever à 40,5 milliards de dollars; la croissance des prêts commerciaux de 1,1 milliard de dollars, soit 6,1 %, pour s'élever à 19,9 milliards de dollars; et l'augmentation des liquidités et des placements de 4,5 milliards de dollars, soit 53,3 %, pour atteindre 13,0 milliards de dollars.

Comparaison entre le T1 de 2021 et le T4 de 2020

Comparativement au trimestre précédent, l'actif total du secteur s'est accru de 484 millions de dollars (0,6 % par rapport à 78,6 milliards de dollars) en raison de la croissance de 270 millions de dollars (0,7 % par rapport à 40,3 milliards de dollars) des prêts hypothécaires résidentiels, de l'augmentation de 447 millions de dollars des prêts commerciaux (2,3 % par rapport à 19,4 milliards de dollars) et de la diminution des liquidités et des placements de 237 millions de dollars (1,8 % par rapport à 13,3 milliards de dollars).

Comparaison entre les secteurs de l'Ontario et du Canada : T4 de 2020 par rapport au T4 de 2019

La croissance de l'actif total du secteur de l'Ontario a surpassé la croissance du secteur du Canada (11,7 % contre 8,2 %) en raison de la croissance des prêts hypothécaires résidentiels de 3,5 % (contre 2,2 %), de la croissance des prêts commerciaux de 11,5 % (contre 3,6 %) et de la croissance des prêts agricoles de 2,2 % (contre 3,4 %).

États des revenus du secteur

Pourcentage de l'actif moyen (sauf indication contraire)

	Secteur de l'Ontario			Secteur du Canada ¹
	T1 de 2021	T4 de 2020	T1 de 2020	T4 de 2020
Revenu d'intérêts et de placements				
Revenu d'intérêt sur les prêts	2,81 %	3,06 %	3,29 %	2,94 %
Revenu de placement	0,40 %	0,23 %	0,09 %	0,25 %
Total du revenu d'intérêts et de placements	3,21 %	3,29 %	3,38 %	3,20 %
Intérêts débiteurs et frais de dividendes				
Intérêts débiteurs sur les dépôts	0,94 %	1,20 %	1,40 %	1,16 %
Remises d'intérêt/dividendes sur le capital social	0,04 %	0,06 %	0,04 %	0,07 %
Dividendes sur placement/autres capitaux	0,01 %	0,02 %	0,01 %	
Autres intérêts débiteurs	0,27 %	0,30 %	0,30 %	0,18 %
Total	0,34 %	0,39 %	0,35 %	0,25 %
Total des intérêts débiteurs et des frais de dividendes	1,27 %	1,59 %	1,77 %	1,41 %
Revenu net d'intérêt et produit net tiré des placements	1,94 %	1,69 %	1,61 %	1,79 %
Frais relatifs aux prêts	0,03 %	0,17 %	0,10 %	0,16 %
Revenu net d'intérêt et produit net tirés des placements après coûts liés aux prêts	1,90 %	1,52 %	1,50 %	1,63 %
Autres revenus (autres que d'intérêt)	0,41 %	0,42 %	0,44 %	0,51 %
Intérêts nets, placements et autres revenus	2,32 %	1,95 %	1,95 %	2,14 %
Frais autres que d'intérêt				
Salaires et avantages sociaux	0,89 %	0,92 %	0,98 %	
Occupation	0,14 %	0,15 %	0,16 %	
Équipement informatique, de bureau et autres	0,18 %	0,17 %	0,18 %	
Publicité et communications	0,06 %	0,07 %	0,09 %	
Sécurité des sociétaires	0,08 %	0,08 %	0,08 %	
Administration	0,13 %	0,14 %	0,15 %	
Autres	0,07 %	0,08 %	0,08 %	
Total des frais autres que d'intérêt	1,56 %	1,62 %	1,72 %	1,76 %
Bénéfice net/(perte nette) avant impôts	0,76 %	0,32 %	0,22 %	0,38 %
Impôts	0,12 %	0,05 %	0,03 %	0,08 %
Bénéfice net/(perte nette)	0,65 %	0,27 %	0,20 %	0,30 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	79 \$	75 \$	71 \$	257 \$

¹ Sommaire des résultats selon l'Association canadienne des coopératives financières qui comprend le secteur de l'Ontario

* Les totaux étant arrondis, ils pourraient ne pas concorder.

Bilans du secteur

En millions de dollars

	Secteur		
	T1 de 2021	T4 de 2020	T1 de 2020
Actifs			
Encaisse et placements	13 018	13 255	8 493
Prêts personnels	1 998	2 047	2 261
Prêts hypothécaires résidentiels	40 536	40 266	38 852
Prêts commerciaux	19 887	19 440	18 751
Prêts institutionnels	83	84	109
Prêts aux associations sans personnalité morale	75	84	97
Prêts agricoles	2 299	2 272	2 275
Total des prêts	64 879	64 193	62 345
Total des provisions pour prêts	268	256	168
Immobilisations	665	685	708
Actif incorporel et autres éléments d'actif	810	745	622
Total de l'actif	79 105	78 621	71 999
Passif			
Dépôts à vue	27 173	26 406	21 286
Dépôts à terme	22 031	22 172	22 088
Dépôts enregistrés	13 742	13 648	13 381
Autres dépôts	0	0	0
Total des dépôts	62 946	62 226	56 755
Emprunts	497	503	867
Titrisations	9 046	9 398	8 360
Autres éléments du passif	1 227	1 231	1 037
Total du passif	73 716	73 358	67 019
Avoir des sociétaires et capital			
Parts sociales d'adhésion	64	63	64
Bénéfices non répartis	3 192	3 113	2 922
Autres capitaux de catégories 1 et 2	2 173	2 153	2 013
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(39)	(66)	(18)
Total de l'avoir des sociétaires et du capital	5 389	5 263	4 981
Total du passif, de l'avoir des sociétaires et du capital	79 105	78 621	71 999

* Les totaux étant arrondis, ils pourraient ne pas concorder.

Bilans du secteur

	Secteur % augmentation/(diminution) par rapport à		
	T1 de 2021 Millions de dollars	T4 de 2020	T1 de 2020
Actifs			
Encaisse et placements	13 018	-1,8 %	53,3 %
Prêts personnels	1 998	-2,4 %	-11,6 %
Prêts hypothécaires résidentiels	40 536	0,7 %	4,3 %
Prêts commerciaux	19 887	2,3 %	6,1 %
Prêts institutionnels	83	-0,5 %	-23,3 %
Prêts aux associations sans personnalité morale	75	-10,9 %	-22,5 %
Prêts agricoles	2 299	1,2 %	1,1 %
Total des prêts	64 879	1,1 %	4,1 %
Total des provisions pour prêts	268	4,4 %	59,3 %
Immobilisations	665	-2,9 %	-6,0 %
Actif incorporel et autres éléments d'actif	810	8,8 %	30,2 %
Total de l'actif	79 105	0,6 %	9,9 %
Passif			
Dépôts à vue	27 173	2,9 %	27,7 %
Dépôts à terme	22 031	-0,6 %	-0,3 %
Dépôts enregistrés	13 742	0,7 %	2,7 %
Autres dépôts	0	0,0 %	0,0 %
Total des dépôts	62 946	1,2 %	10,9 %
Emprunts	497	-1,2 %	-42,6 %
Titrisations	9 046	-3,7 %	8,2 %
Autres éléments du passif	1 227	-0,3 %	18,3 %
Total du passif	73 716	0,5 %	10,0 %
Avoir des sociétaires et capital			
Parts sociales d'adhésion	64	0,2 %	-0,8 %
Bénéfices non répartis	3 192	2,5 %	9,2 %
Autres capital de catégories 1 et 2	2 173	0,9 %	7,9 %
Cumul des autres éléments du résultat global	(39)	-40,4 %	114,0 %
Total de l'avoir des sociétaires et du capital	5 389	2,4 %	8,2 %
Total du passif, de l'avoir des sociétaires et du capital	79 105	0,6 %	9,9 %

* Les totaux étant arrondis, ils pourraient ne pas concorder.

Bilans du secteur

En pourcentage de l'actif total

	Secteur			Secteur canadien ¹
	T1 de 2021	T4 de 2020	T1 de 2020	T4 de 2020
Actifs				
Encaisse et placements	16,5 %	16,9 %	11,8 %	19,0 %
Prêts personnels	2,5 %	2,6 %	3,1 %	3,8 %
Prêts hypothécaires résidentiels	51,2 %	51,2 %	54,0 %	47,2 %
Prêts commerciaux	25,1 %	24,7 %	26,0 %	23,6 %
Prêts institutionnels	0,1 %	0,1 %	0,2 %	0,9 %
Prêts aux associations sans personnalité morale	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Prêts agricoles	2,9 %	2,9 %	3,2 %	3,6 %
Total des prêts	82,0 %	81,6 %	86,6 %	79,1 %
Total des provisions pour prêts	0,3 %	0,3 %	0,2 %	-0,3 %
Immobilisations	0,8 %	0,9 %	1,0 %	1,0 %
Actif incorporel et autres éléments d'actif	1,0 %	0,9 %	0,9 %	1,2 %
Total de l'actif	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Passif				
Dépôts à vue	34,4 %	33,6 %	29,6 %	40,1 %
Dépôts à terme	27,9 %	28,2 %	30,7 %	29,4 %
Dépôts enregistrés	17,4 %	17,4 %	18,6 %	15,0 %
Autres dépôts	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,2 %
Total des dépôts	79,6 %	79,1 %	78,8 %	84,7 %
Emprunts	0,6 %	0,6 %	1,2 %	5,8 %
Titrisations	11,4 %	12,0 %	11,6 %	0,0 %
Autres éléments du passif	1,6 %	1,6 %	1,4 %	2,6 %
Total du passif	93,2 %	93,3 %	93,1 %	93,1 %
Avoir des sociétaires et capital				
Parts sociales d'adhésion	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,6 %
Bénéfices non répartis	4,0 %	4,0 %	4,1 %	5,3 %
Autres capitaux de catégories 1 et 2	2,7 %	2,7 %	2,8 %	1,1 %
Cumul des autres éléments du résultat étendu	0,0 %	-0,1 %	0,0 %	0,0 %
Total de l'avoir des sociétaires et du capital	6,8 %	6,7 %	6,9 %	7,0 %
Total du passif, de l'avoir des sociétaires et du capital	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

¹Rapport de l'Association canadienne des coopératives financières qui comprend le secteur de l'Ontario. * Les totaux étant arrondis, ils pourraient ne pas concorder.